

cas du pétrole brut et de certains éléments des importations en machines et en matériel. La faiblesse du volume des exportations (+ 2.6 % seulement) provient principalement d'un relâchement de la demande en blé et en gaz naturel.

L'augmentation de 2.8 % de l'indice implicite de prix du PIB traduit une chute de 2.2 % des prix perçus à l'exportation de biens, en particulier les produits énergétiques et une gamme de produits agricoles et minéraux. L'indice implicite de prix de la demande intérieure finale s'est accru d'environ 4 % pour la troisième année consécutive.

### 23.5.2 Composantes du revenu

Le total du revenu du travail a augmenté de 5.7 % en 1986. Les salaires et traitements du secteur des services ont connu une hausse de 6.1 %. La faiblesse de l'emploi a limité à 4.3 % la croissance des salaires et des honoraires, ou commissions, dans le secteur des biens. Le revenu personnel a augmenté de 6.9 % pour l'ensemble de l'année. L'augmentation des impôts sur le revenu a freiné la croissance des revenus disponibles, pour la limiter à 5.4 %.

Compte tenu de la progression des dépenses, le taux de l'épargne personnelle est passé de 13.6 % en 1985 à 11.3 % en 1986.

Les bénéficiaires des sociétés avant impôts ont reculé de 4.9 % en 1986, alors qu'ils avaient augmenté d'autant en 1985. La baisse est attribuable principalement aux branches des combustibles minéraux et du pétrole, qui ont été touchées par la baisse du prix du pétrole brut.

Le déficit de l'ensemble du secteur des administrations, sur la base des comptes nationaux, passe de \$31.3 milliards en 1985 à \$27.3 milliards en 1986. L'ensemble des recettes de tous les niveaux d'administration pris ensemble augmente de 7.0 %, principalement à cause d'un relèvement des taux des impôts directs des particuliers et des impôts indirects. La croissance du total des dépenses a ralenti de façon sensible, passant de 7.5 % en 1985 à 4.2 % en 1986. Il y a eu diminution du taux de croissance des paiements sous forme d'intérêts sur la dette publique et des dépenses en biens et services. Les paiements de subventions et d'aide en capitaux ont baissé au cours de l'année, ce qui a mis fin à un certain nombre de programmes reliés au secteur pétrolier.

#### Source

Division de l'économie internationale et financière, Statistique Canada. Préparé par Philip Cross.